

Fiche de capitalisation

G2M : Goûter le Monde autour de Moi

MIAMUSE



Résumé

Le projet Goûter le Monde Autour de Moi s'adresse aux élèves de CM1, CM2 et 6^{ème} d'un même secteur scolaire pour aborder l'alimentation sous ses diverses facettes : les sens de la dégustation, la santé, l'environnement, la production et la transformation des aliments. L'éducation à la citoyenneté et la convivialité sont des valeurs fortes du projet.

Initié sur une commune de l'Hérault en 2013, il a ensuite été déployé sur l'ensemble des départements de la région Occitanie en plusieurs étapes. Cette fiche détaille les éléments de mise en œuvre du projet à ces différents échelons.

Carte d'identité de l'intervention

Intervention	G2M : Goûter le Monde autour de Moi
Porteur	MIAMUSE
Thématique	Alimentation, Santé-environnementale
Population cible	Enfants (moins de 12 ans)
Dates du projet	Initié en 2013
Milieu d'intervention	Milieu scolaire (cycle 3)
Région	Occitanie
Niveau géographique	Régional, Départemental, Intercommunal, Communal
Principaux partenaires	DRAAF, ARS, Education Nationale, Associations locales
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les enfants à l'alimentation saine et durable • Cibler l'approche sur le lien Produit-Territoire-Goût-Santé • Décliner un projet éducatif territorial fédérateur qui associe différentes disciplines et approches autour de l'Alimentation, l'Environnement, la Citoyenneté en lien avec l'Art et la Culture.
Stratégies mobilisées	Animations de séances collectives, Co-construction, Education au développement durable, Développement des CPS, Education pour la santé.
Constitutrice	Catherine Amice Coordinatrice du projet, Association MIAMUSE amice.catherinepro@gmail.com https://www.miamuse-nutrition.com/
Accompagnatrice	Delphine Lavabre-Mias Chargée de projets santé, Comité d'éducation pour la santé de l'Hérault (CODES 34) Delphine.lavabre-mias@codes34.org https://codes34.org/ https://promotion-sante-occitanie.org/drapps/
Méthodologie	Fiche réalisée sur la base d'un entretien de capitalisation conduit en présentiel en février 2024, dans le cadre des missions du Drapps Occitanie.



Présentation de l'intervention

Présentation de la structure

MIAMUSE est une association loi 1901 d'envergure régionale, composée de 18 professionnel·les de la nutrition. Elle propose diverses activités en lien avec l'éducation à l'alimentation :

- Ateliers éducatifs et ludiques auprès de divers publics : ateliers d'éveil sensoriel, ateliers cuisine, etc.
- Formation professionnelle
- Conférences, débats
- Création de jeux éducatifs
- Stands informatifs

Contexte

Avec le soutien financier et technique de l'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS) et de la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt (DRAAF), le projet Goûter le Monde autour de Moi (G2M) est développé depuis 2013. D'abord expérimenté dans l'Hérault, il a ensuite été implanté dans tous les départements de l'ex-région Languedoc-Roussillon dès 2015 puis dans tous les départements d'Occitanie à partir de 2018, année de fusion des régions.

Le projet cible les **élèves de cycle 3** (CM1, CM2 et 6^{ème}). Il consiste à proposer *a minima* 4 ateliers au cours de l'année scolaire, afin de sensibiliser les enfants à l'alimentation saine et durable en faisant **le lien entre produits, territoire, goût et santé**. Il se veut fédérateur en associant différentes disciplines et approches autour de l'Alimentation, l'Environnement, et la Citoyenneté en lien avec l'Art et la Culture.

Cette fiche de capitalisation s'intéressera particulièrement aux éléments qui ont permis le maintien d'une méthodologie de départ lors d'un déploiement régional, depuis près de 10 ans, tout en s'adaptant aux spécificités locales.

Comment intégrer les spécificités locales pour adapter un projet clé en main, tout en respectant la méthodologie et les objectifs à l'origine du projet, pour assurer une homogénéité régionale ?

Objectifs

Objectifs spécifiques :

- Aborder l'alimentation de façon systémique, c'est à dire aborder l'alimentation de façon très large en ne se limitant pas au seul aspect nutritionnel :
 - **Éducation sensorielle** : découverte de goûts et des saveurs personnelles et ressenties, éveil aux 5 sens,
 - **Éducation environnementale et au développement durable** : visite d'un lieu de production alimentaire, présentation des modes de production, lien avec le climat, valorisation du paysage, du patrimoine, et la culture locale,
 - **Éducation nutritionnelle** : liens alimentation-santé-comportement, intérêt, équilibre et savoir-faire,

- **Éducation citoyenne via le développement des compétences psychosociales :** notamment la connaissance de soi, l'affirmation de soi, la capacité de communication, les habiletés sociales et l'esprit critique.

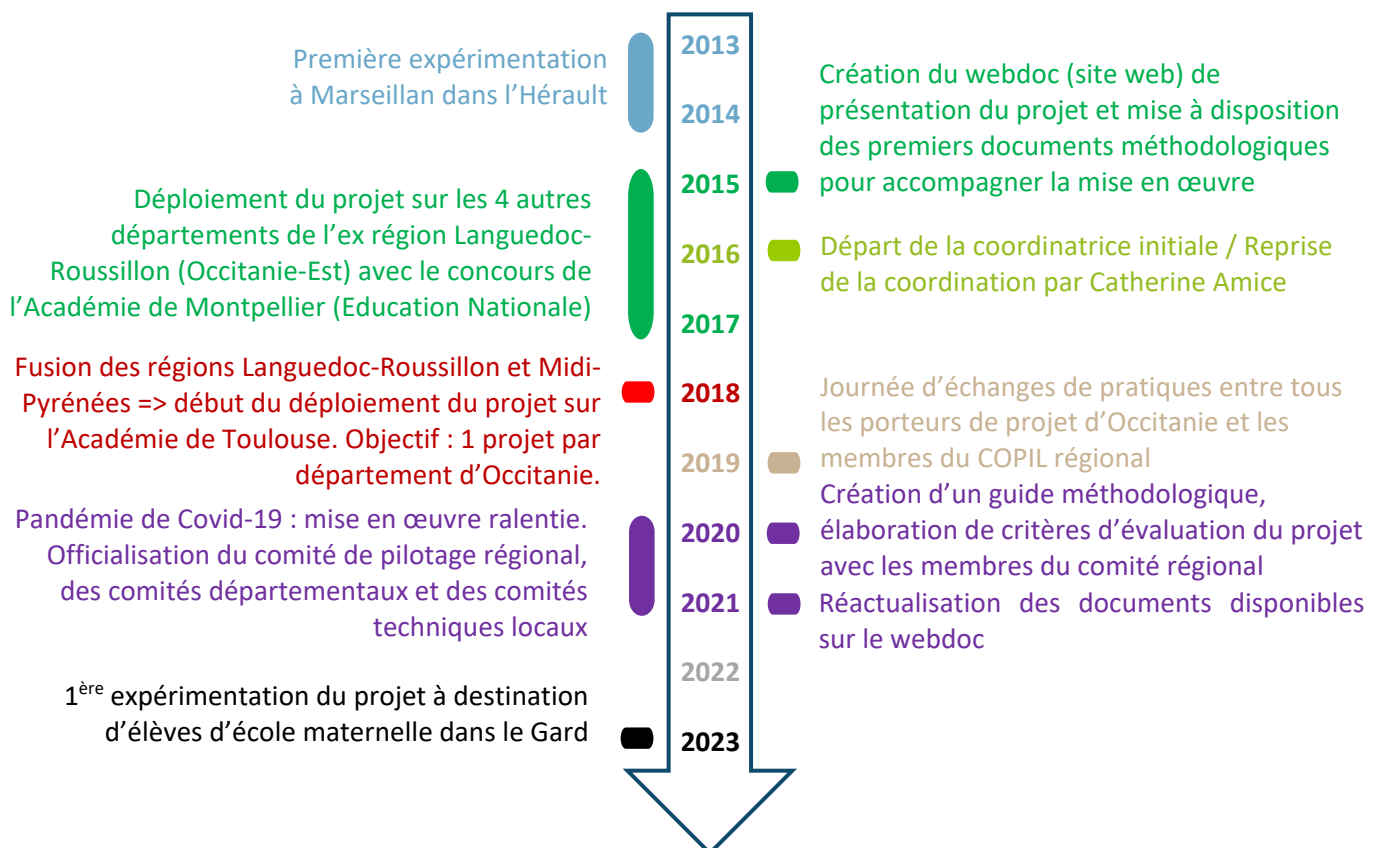
Objectifs opérationnels :

- Organiser *a minima* 3 ateliers dont 1 sortie chez un producteur
- Pouvoir sortir les enfants de l'école : les amener à la rencontre des producteurs pour découvrir leur métier et faire de l'éducation au goût sur site
- Faire se rencontrer tous les élèves qui ont participé au projet sur un même secteur, à l'occasion d'une journée de restitution collective
- Décloisonner, faire des passerelles : amener les enfants de CM1-CM2 dans le collège qui sera le leur
- Travailler en synergie avec des projets déjà menés localement
- Engager les établissements scolaires en faisant du lien avec les enseignements : soutenir les enseignants pour donner une continuité au projet dans classe

Impacts indirects :

- Favoriser l'acquisition d'un comportement éclairé sur ses choix alimentaires (localité, saisonnalité, durabilité, etc.) qui est favorable au bien-être et à la santé : permettre aux enfants d'avoir des éléments pour qu'une fois adultes, ils puissent prendre des décisions relatives à leur alimentation.

Calendrier de déploiement du projet depuis 2013



Principaux acteurs et partenaires

Comité de pilotage régional

Association MIAMUSE : Coordination du projet au niveau régional

DRAAF Occitanie (Direction Régionale de l'Alimentation, l'Agriculture et la Forêt)

Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS)

Académie de Montpellier et Académie de Toulouse (Education Nationale)



Comité de pilotage départemental

Infirmière conseillère technique de la direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN)

Délégations départementales de l'Agence Régionale de Santé

Association locale porteuse du projet

+/- MIAMUSE selon l'ordre du jour



Comités techniques pour la mise en œuvre localement

Association locale porteuse du projet, représentants du collège (Principal, gestionnaire, CPE, enseignants, IDE) et écoles de secteur (direction, enseignants), Inspecteurs de l'Education Nationale, Conseillers pédagogiques.

En fonction des dynamiques territoriales : coordinateur du Contrat Local de Santé, référent du Projet Alimentaire de Territoire, coordinateur REP+, coordinateur PIAL, etc.

Intervenants pour les ateliers avec les élèves

Association locale

Personnel de l'Education Nationale

Diététicien·nes,

Producteurs ou agriculteurs locaux



Photo : www.gouter-le-monde.fr 3



Photo : www.gouter-le-monde.fr 1



Photo : www.gouter-le-monde.fr 2

Principaux éléments saillants

Émergence du projet

La coordinatrice initiale du projet, Bénédicte Oberti, Docteur en sciences de la nutrition, était **déjà en lien avec l'ARS et la DRAAF**. Les deux institutions ont tout de suite été convaincues par l'idée du projet G2M car il alliait à la fois les aspects liés à la santé, qui sont le cœur de mission des ARS ; et les enjeux environnementaux et d'éducation au goût qui sont ceux de la DRAAF.

La **première expérimentation** s'est déroulée sur 2 ans à Marseillan dans l'Hérault. L'ARS et la DRAAF ont ensuite souhaité que le projet soit développé dans les 4 autres départements de l'ex-région Languedoc-Roussillon ; avec le concours de l'Académie de Montpellier (Education Nationale). En 2018 suite à la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées en région Occitanie, les institutions ont demandé à ce que le projet soit déployé sur le secteur d'Occitanie-Ouest, c'est-à-dire l'ancienne région Midi-Pyrénées avec le concours de l'Académie de Toulouse.

Aujourd'hui G2M est **implanté dans 12 départements** sur 13, à raison d'un projet par département, à l'exception du département de l'Hérault qui a gardé 2 projets par an afin de répondre à la forte dynamique de départ sur ce territoire.

Initialement le projet concernait plusieurs niveaux scolaires de l'élémentaire jusqu'au lycée, puis un recentrage a été décidé sur le **cycle 3 (CM1, CM2, 6^{ème})**. Ce choix, au-delà des aspects pratiques d'organisation et de coordination des actions, prend aussi en considération que dans cette tranche d'âge, les enfants sont particulièrement enclins à participer au type d'activités proposés dans G2M, ont une facilité à s'exprimer et ont un socle de connaissances qu'ils ont plaisir à partager.

Le programme s'intègre dans les objectifs de la Politique Nationale de l'Alimentation (PNA) et du Programme National Nutrition Santé (PNNS)¹.

Stratégies de mise en œuvre

Depuis sa première expérimentation et encore aujourd'hui, le programme se décline en **2 ou 3 années scolaires**, dont **1 année de préparation**. Il s'agit d'avoir le collège de secteur comme référence et de toucher tous les élèves de CM1 et CM2 qui dépendent de ce collège-là. Le nombre d'écoles du secteur influence donc la durée de mise en œuvre. En moyenne, le projet concerne 4 classes en même temps sur un secteur, soit deux classes de Sixièmes sur un collège et deux écoles, avec une ou deux classes par école. Cela représente environ 100 à 120 élèves par territoire.

Le programme est implanté sur un ou deux secteurs par département, avec une rotation des secteurs chaque année.

¹ PNA 2019-2023 : Axe 3. Éducation alimentaire : Développer l'éducation à l'alimentation des plus jeunes et Valoriser notre patrimoine alimentaire. Source : <https://agriculture.gouv.fr/programme-national-pour-l'alimentation-2019-2023-territoires-en-action>

PNNS 2019-2023 : Axe 2. Encourage les comportements favorables à la santé (Obj.7 : Promouvoir les nouvelles recommandations nutritionnelles, Obj.9 : Améliorer l'information relative à la qualité des aliments, Obj. 12 : Soutenir le développement de l'éducation à l'alimentation en milieu scolaire) et Axe 4. Impulser une dynamique territoriale (Obj.20 : Promouvoir et faciliter les actions locales). Source : <https://sante.gouv.fr/prevention-en-sante/preserver-sa-sante/le-programme-national-nutrition-sante/article/programme-national-nutrition-sante-pnns-professionnels>

Année N-1 : préparation

Oct-Nov	1 ^{ère} rencontre entre la DSDEN, la DDARS et MIAMUSE pour faire un état des lieux des territoires où le projet pourrait être mis en œuvre
Déc-Jan	La DSDEN propose le projet aux écoles et collèges des territoires identifiés
Février	Rencontre entre les partenaires associatifs, les collectivités territoriales, les institutions (DSDEN, DDARS) pour : <ul style="list-style-type: none"> • Informer sur le projet • Repérer les compétences, programmes et actions en cours • Valider le choix des écoles et collèges qui se sont portés volontaires • Valider le choix des porteurs de projet associatifs
Mars-Avril	Création du comité de pilotage opérationnel pour définir les objectifs opérationnels, les stratégies d'actions, le budget et le calendrier prévisionnel
Mai	L'association qui porte le projet rédige les fiches-actions, établit le budget et définit les outils d'évaluation
Juin	Planification du calendrier des actions et activités à prévoir sur l'année scolaire.

Année N : Mise en œuvre

Sept-Oct	Réunion du comité de pilotage opérationnel pour entériner les étapes du projet
Nov-Mars	Réalisation de l'atelier d'éducation au goût, de l'atelier santé et de la visite à la ferme
Avril	Réalisation du bilan intermédiaire
Mai-Juin	Journée de restitution rassemblant tous les élèves impliqués dans le projet
Juin	Réunion de bilan de l'année et préparation de l'année suivante

Poursuite de la mise en œuvre en N+1

Sept-Juin	Poursuite de la mise en œuvre du programme auprès des classes qui n'en ont pas bénéficié en année N
Juin	Réunion de bilan + Réalisation du bilan final du projet.

Un socle d'ateliers et des adjonctions possibles

G2M est basé sur un **minimum de 4 temps fort : 3 ateliers et 1 temps de restitution collective**. Les 3 ateliers incontournables sont :

- L'éducation au goût,
- L'éducation à l'alimentation saine et durable,
- La visite chez un producteur ou artisan.

L'éducation à la citoyenneté se fait tout au long des différentes activités proposées et peut faire l'objet d'ateliers spécifiques supplémentaires. Par exemple : atelier de créativité artistique, atelier culinaire, etc. La journée de restitution consiste à partager les acquis et réalisations durant l'année. Pour cela les élèves peuvent utiliser un support artistique (saynètes, chant, danse, art plastique, vidéo, etc.) ou proposer d'autres animations participatives telles un concours de cuisine, des dégustations, des jeux.

Ce socle est resté le même depuis sa première mise en œuvre en 2013, jusqu'à aujourd'hui. Le programme G2M est modélisé ainsi ; et à partir de cette base, des adaptations locales sont réalisées. Les changements au regard des **spécificités de chaque territoire** concernent généralement soit :

- La trame pédagogique et le type d'outils d'animation utilisés pour les ateliers socle, en fonction de qui l'anime,
- Des ateliers supplémentaires, qu'ils soient animés par l'association porteuse, des enseignants en classe en lien avec le programme scolaire et leur discipline, ou par du personnel de l'établissement (infirmière, documentaliste, cuisinier, etc.),
- La mise en avant d'un thème, par exemple : le gaspillage alimentaire, l'éducation à l'environnement, le tri des déchets, etc.,
- La nature des produits locaux mis en avant,
- Le type de producteurs ou artisan qui reçoit les élèves sur site,
- Les actions pour favoriser l'implication des familles.



Ces **adaptations locales d'un projet clé en main** dépendent de divers facteurs :

- Le type d'association qui porte le projet : ses compétences en coordination et en animation, son champ d'expertise initial, son réseau partenarial, ses projets connexes, le temps de travail dédié à la coordination,
- L'implication de l'équipe éducative, à plusieurs niveaux : direction d'établissement, fonctions supports, inspecteurs, enseignant-es, infirmière, documentaliste, etc.,
- Le soutien organisationnel de dispositifs locaux tels que les Contrats Locaux de Santé, ou Projets Alimentaires de Territoire,
- L'enveloppe financière dédiée au projet, donc du soutien financier complémentaire qui peut être mobilisé en complément de l'enveloppe de base allouée par la DRAAF et l'ARS.

Choix des établissements

Plusieurs configurations orientent le choix des établissements où G2M est déployé :

- Le comité de pilotage départemental, par le biais de la délégation départementale de l'ARS et de l'Infirmière Conseillère Technique de la DSDEN, identifie un secteur dans lequel il y a des **problématiques de santé** : prévalence d'obésité, malnutrition ou dénutrition ;
- Etant donné l'antériorité du projet sur l'Académie de Montpellier, de nombreux territoires ont déjà mis en place le projet. C'est donc dans un souci d'**équité territoriale** que la rotation entre les secteurs s'opère ;
- Des associations ou des établissements scolaires **contactent directement** MIAMUSE pour mettre en place un projet sur l'alimentation : lorsque la demande correspond aux objectifs de G2M, le projet est proposé ;
- A l'occasion de temps de travail qui permettent la mise en **réseau d'acteurs**, MIAMUSE présente le projet G2M : il capte l'attention de certains opérateurs (établissements scolaires ou associations).



Catherine Amice, coordinatrice régionale :

« Il y avait une formation sur la nutrition des ados, animée par le CODES 30 dans le cadre du DRAPPS à laquelle j'ai participé. J'y avais rencontré l'infirmière scolaire du collège de Villeneuve-lès-Maguelone. Quand je me suis présentée, je présente aussi ma fonction de coordinatrice régionale et j'explique très rapidement le projet. Elle a été emballée, elle a dit "oh c'est super, ça fait longtemps que je veux mettre en place un projet d'éducation à l'alimentation à la fois sur mon collège et les écoles." »

Le portage par une association locale : l'identité territoriale

L'identification des associations coordinatrices du projet au niveau local se fait principalement grâce à la **connaissance du réseau d'acteurs** des membres du comité de pilotage départemental et de MIAMUSE. Le choix de l'association s'opère en fonction de son secteur géographique d'intervention, de ses compétences en coordination de projet et en animation, du temps pouvant être dédié à la coordination, et des autres projets qu'elle mène auxquels G2M peut être rattaché.



Dans la mobilisation des associations, MIAMUSE s'attache à **être transparent** sur tous les aspects de la mise en œuvre de G2M. Une attention particulière est amenée dans la réflexion autour de **l'imbrication avec les projets existants** dans lesquels l'association est déjà impliquée. Il est précisé qu'il ne s'agit pas d'une mise en concurrence des financements dédiés aux divers projets, mais bien une recherche **d'articulation et complémentarité**.

Le **temps de travail dédié à la coordination** du projet au niveau local n'est pas inclus dans l'enveloppe de base allouée par la DRAAF et l'ARS. Si l'association n'a pas de fléchage financier lui permettant d'assurer la mission, MIAMUSE **accompagne la recherche de financements** supplémentaires et la réalisation des dossiers de demande d'aide budgétaire.

En 2018, un appel à candidature a été lancé par l'intermédiaire de GRAINE Occitanie et de l'UR-CPIE (Union Régionale des Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement). Par ce biais, plusieurs projets ont été coordonnés par des CPIE.

Il arrive qu'il n'y ait aucune association qui puisse porter le projet au moment de son lancement. MIAMUSE prend alors le **relai de la coordination à distance**. Pour l'animation des ateliers, MIAMUSE se déplace aussi ponctuellement lorsqu'il n'y a pas la compétence mobilisable localement. Toutefois les déplacements régionaux sont limités au maximum pour être en cohérence avec l'objectif de développement durable du projet.

Il arrive aussi que le partenariat avec une association ne soit pas renouvelé, notamment si le cadre du projet n'est pas respecté.

Les enjeux de la sortie découverte d'un site de production alimentaire

L'identification des sites pouvant accueillir les élèves pour une visite se fait principalement grâce à la **connaissance du territoire** des membres du comité technique local. Parfois, un appel est lancé par l'intermédiaire des élèves, dont les parents sont producteurs ou artisans. Il peut s'agir d'un lieu

de production agricole ou d'un lieu de transformation alimentaire : ferme, coopérative, vergers, conchyliculture, jardins partagés, boulangerie, etc.

Le choix du site s'opère selon plusieurs critères :

- Les compétences pour **susciter l'intérêt** et **adapter** son vocabulaire pour expliquer le métier et la production à des enfants,
- La possibilité d'effectuer une **dégustation** pour la mise en pratique des techniques initiées pendant l'atelier d'éducation au goût,
- L'engagement dans une **démarche écologique**,
- La **proximité géographique** par rapport aux établissements scolaires,
- La **capacité spatiale** à accueillir des classes,
- Les moyens dédiés au **déplacement** sur site (location d'un bus, mobilisation d'accompagnateurs, etc.).

Les producteurs ou artisans ne sont pas rémunérés. Toutefois si les enfants repartent avec un produit, ceux-ci sont achetés.

L'évaluation du projet a montré que la sortie pour visiter un site de production ou transformation alimentaire est souvent l'étape du projet que les élèves préfèrent. De plus, cela permet de mettre en application ce qui a été travaillé pendant les ateliers en classe.

Compétences mobilisées

La posture d'animation au cœur du projet

L'essentiel de l'animation consiste à **laisser la parole aux enfants**. Pour ce faire, des outils pédagogiques facilitateurs sont utilisés, tels que le Photolangage². Les séances se veulent très **participatives** : l'utilisation de techniques ludo-pédagogiques favorise la participation, l'expression des représentations, idées et savoirs, et la mise en réflexion.

Le projet n'a pas pour but de moraliser ni culpabiliser, ni d'être dans un discours « descendant ». Il vise le **renforcement du pouvoir d'agir** en s'appuyant à la fois sur le **développement des compétences psychosociales** et sur l'implication dans des dynamiques participatives, réflexives et projectives. Par exemple, les élèves sont amenés à s'exprimer sur ce qu'évoquent pour eux les différentes façons de s'alimenter à travers le monde, à identifier les aliments produits autour de chez eux, à échanger sur les enjeux liés à l'alimentation de nos jours, à imaginer les changements qu'ils aimeraient au sein de leur cantine, etc. Ils sont aussi accompagnés dans le repérage de leurs sensations corporelles et de leurs ressentis émotionnels. Sont notamment abordés les sensations de faim et satiété, les préférences et aversions alimentaires, les contextes favorables à la prise alimentaire selon les perceptions individuelles (lieux, personnes, environnement sonore et lumineux, état émotionnel, etc.) et la notion de plaisir. L'enjeu est de mettre en avant les **variétés individuelles** dans le rapport à l'alimentation, et le lien étroit avec le **contexte** des repas. Ceci n'est

² Méthode qui a pour objectif principal de faciliter la prise de parole des participants lorsqu'ils s'expriment en groupe, à partir d'une série d'images sur un thème.

pas sans rappeler le concept du triangle du manger expliqué dans l'article de Jean-Pierre Corbeau³, ce triangle impliquant un mangeur, un aliment et la situation dans laquelle cette rencontre a lieu.

A travers ce cycle d'ateliers, il s'agit donc à la fois de :

- leur permettre d'exprimer librement leurs **représentations, idées et savoirs**,
- les accompagner à repérer et prendre en compte leurs **sensations et émotions**,
- les amener à réfléchir, **élargir leur angle de vue** sur divers enjeux liés à l'alimentation,
- pouvoir apporter les **informations** qui répondent à leurs questionnements.

Les repères nutritionnels du PNNS sont souvent connus mais mal compris. Ils sont donc présentés et expliqués, dans l'optique d'interroger comment chacun·e s'en empare dans son quotidien. Et ce, dans le souci de ne pas entrer dans le détail des apports caloriques chiffrés ni d'imposer un comportement.



Catherine Amice, coordinatrice régionale :

« Les impératifs "il faut petit prendre un petit déjeuner" : non ! On essaie d'aborder ce sujet différemment. C'est plutôt... "à quelle heure je me lève le matin ? est-ce que j'ai faim quand je me lève ?" »

Pour faciliter l'implication des enseignants, les séances peuvent s'organiser par **petits ateliers en îlot** : l'enseignant·e peut alors co-animer en choisissant l'atelier avec lequel il ou elle se sent à l'aise.

La plupart des associations porteuses du projet, qui assurent une partie de l'animation des séances, ont **déjà de l'expérience en animation**.

MIAMUSE, dans son rôle de **garant du cadre et des valeurs de G2M**, s'assure que les messages transmis par les divers intervenants sont en **cohérence** avec ceux des politiques nationales dans lesquelles le projet s'intègre. A titre d'exemple, si une association a pour objectif de promouvoir la végétalisation de l'alimentation, MIAMUSE aura une **vigilance** à ce que le message ne soit pas excluant ni diabolisant pour les produits d'origine animale ; mais bien dans la promotion de l'équilibre et de la diversité alimentaire qui permette à la fois de répondre aux repères de consommation du PNNS tout en s'engageant dans une démarche d'alimentation durable (c'est-à-dire qui prenne en compte les enjeux environnementaux). En général cela passe par une **concertation** avec l'association pendant la phase de préparation du projet.

³ Jean-Pierre Corbeau. Pour une approche plurielle de notre alimentation. Cholé-Doc n° 104. Novembre-Décembre 2007



Lorsqu'il y a des nouveaux animateurs ou animatrices, ou intervenant-es extérieur-es (diététicien-es notamment) qui n'ont pas de compétence en animation sur le thème de l'alimentation, il leur est demandé de participer à la **formation** de 2 jours sur le thème de l'éveil au goût. Elle se fait soit via le réseau régional des relais de l'éducation au goût (portage DRAAF Occitanie et GRAINE Occitanie), soit via le CNFPT (Centre National de la Formation Publique Territoriale). La formation permet à la fois de savoir **monter une activité d'éveil sensoriel** et d'intégrer que **chaque enfant est différent dans son rapport à l'alimentation**. Ensuite, MIAMUSE les accompagne individuellement pour construire les séquences d'animation. Il leur est aussi proposé d'assister à des ateliers afin de découvrir à la fois les techniques d'animation et l'utilisation des outils pédagogiques. Le message principal étant que **l'outil n'est pas une fin en soi**, c'est un **levier pour l'animation** mais c'est bien la posture d'animation qui compte prioritairement. Il s'agit donc d'accompagner les futurs animateurs et animatrices d'ateliers à penser d'abord leurs interventions en termes d'objectifs, et de choisir les outils qui y répondent, plutôt que de vouloir maîtriser une grande palette d'outils et de considérer l'outil comme central dans l'animation.

La méthodologie de projet : clé du déploiement régional

MIAMUSE a un **rôle d'accompagnement** dans la déclinaison du projet au niveau local. Cet accompagnement passe notamment par :

- La mise à disposition de supports méthodologiques (site web puis guide)
- L'aide à la demande de subventions
- La participation à la première réunion du comité technique local pour faire le lien avec la dynamique régionale en présentant le cadre, les objectifs, et les stratégies du projet
- La formation, l'accompagnement pour l'animation des premières séances et l'aide à la construction de fiches pédagogiques pour les séances.

Divers **documents supports** ont été créés au fil du déploiement du projet afin de faciliter sa mise en œuvre :

- Un site web <https://www.gouter-le-monde.fr/> créé en 2015 au moment du premier déploiement (dernière mise à jour en 2021), qui comprend :
 - Une boîte à outils avec 6 fiches conseils pour : lister les actions à mettre en œuvre pour chaque objectif, organiser le planning sur l'année scolaire, budgétiser, évaluer, planifier les étapes de l'évaluation, et guider sur les conditions de réussite du programme,
 - La présentation de projets sur 9 sites,
 - Des fiches-conseils qui détaillent les 6 grandes étapes de mise en œuvre.
- Un document synthétique de présentation du projet

- Un guide méthodologique créé en 2020 qui met à jour et rassemble en un seul document toutes les fiches-conseils qui étaient téléchargeables sur le site internet du projet, en y ajoutant un focus sur l'hygiène et la sécurité alimentaires pour les séances d'éducation au goût, un exemple de budget prévisionnel et des pistes pour trouver des financements complémentaires ;
- Des documents administratifs que les établissements scolaires peuvent utiliser pour faire signer les autorisations aux parents en amont des séances : droit à l'image, déclaration d'allergie et autorisation de sortie ;
- Un livret destiné aux élèves qui sert de support pédagogique et de suivi des productions.

Evaluation

Des critères d'évaluation ont été rédigés, et des supports construits en conséquent. Ce travail a été possible en 2020, au moment où le déploiement régional a été fortement ralenti par la pandémie de Covid 19. Les membres du comité de pilotage régional ont souhaité mettre à profit cette période pour créer le guide méthodologique et consolider l'évaluation du projet.



Catherine Amice, coordinatrice régionale :

« La demande des deux Académies est qu'il y ait un retour, une évaluation des projets suivant les objectifs définis par le comité de pilotage régional et les comités départementaux. »

Dans le webdoc et le guide méthodologique, une fiche conseil sur l'évaluation porte à connaissance le site **Evalin : guide d'évaluation des interventions en nutrition**⁴.

Au niveau régional, le comité de pilotage demande un bilan intermédiaire et un bilan final annuel. Pour pouvoir rendre compte des projets, chaque association porteuse remet à la coordinatrice régionale :

- Un bilan d'activité à mi-parcours et un bilan à la fin de l'année scolaire,
- Un document de suivi du budget (prévisionnel, intermédiaire et final).

Les principaux indicateurs recueillis sont le nombre d'ateliers réalisés, les thèmes des ateliers facultatifs, le nombre d'élèves par niveau, le nom des établissements scolaires impliqués (évaluation de l'activité). L'évaluation du **processus** porte sur le respect du nombre de réunions, le type de partenaire impliqué, les freins et leviers identifiés par les partenaires dans la mise en œuvre. La réunion de bilan est l'occasion de faire un bilan qualitatif avec le personnel de l'équipe éducative.

Pour évaluer les **résultats** de G2M, il existe un questionnaire que les enfants remplissent individuellement au démarrage et à la fin du projet. Le questionnaire est mis à disposition des établissements scolaires mais il n'y a pas d'obligation de le faire remplir : cela est laissé au bon vouloir des établissements. Les conditions matérielles peuvent aussi influencer : soit il s'agit d'un questionnaire imprimé, auquel cas ce n'est pas en accord avec les messages de développement

⁴ <https://www.evaluation-nutrition.fr/>

durable du projet ; soit il faut le remplir numériquement donc avoir le matériel adéquat. Cependant, l'objectif est qu'au moins un territoire fasse cette évaluation chaque année.

Le questionnaire consiste à recueillir à la fois les **connaissances** des élèves et leurs **habitudes** alimentaires et d'activité physique. Il leur est demandé de reporter ce qu'ils ont consommé lors des dernières 24h. Le même questionnaire est rempli en fin de projet, auquel s'ajoutent des questions relatives aux compétences psychosociales.

Une équipe dédiée et formée

Pour pouvoir transmettre ces conseils méthodologiques, la coordinatrice régionale a elle-même bénéficié de formations à la gestion de projet, évaluation de projets et gestion comptabilité. Elle s'est notamment formée par l'intermédiaire du GRAINE Occitanie, des CODES et du DRAPPS Occitanie.

De plus, elle a **participé à la mise en œuvre du projet de A à Z et à tous les niveaux** : depuis l'animation des séances auprès des élèves jusqu'aux divers comités de pilotage, en passant par l'organisation logistique et la coordination des intervenants d'un même secteur.

Sa maîtrise de tous les aspects du projet, sa conviction pour l'intérêt du projet, son énergie dédiée à le faire connaître et à assurer le respect des fondements du projet en font une ambassadrice particulièrement accomplie. La question de la reprise de ses missions dans une futur proche se pose et doit s'anticiper. La **passation** de la coordination pourrait s'envisager auprès de 2 personnes en binôme.

Or depuis le début, bien que le projet ait une coordinatrice régionale attitrée, il bénéficie de l'implication de plusieurs autres membres de l'association MIAMUSE. Elles ont pu intervenir à la fois dans la coordination de projets localement, dans l'animation de séances, et dans la construction des outils méthodologiques d'aide à la mise en œuvre. Par ailleurs la coordinatrice régionale incite ses collègues à se former en méthodologie de projet, considérant qu'on peut être très compétent en animation mais ne pas savoir comment démontrer qu'un projet est intéressant.



Catherine Amice, coordinatrice régionale :

« Tant qu'on n'est pas dans le dispositif à proprement parler, on ne comprend pas forcément tout l'intérêt de ce projet-là. Donc maintenant, au niveau de MIAMUSE, toutes mes collègues ont au moins participé à la coordination territoriale. C'est-à-dire qu'elles ont mené aussi, chacune, des projets, elles ont vu les difficultés rencontrées, mais aussi quelle richesse ça pouvait avoir. Donc, je dirais que j'ai du renfort à ce niveau-là. »

Partenariats

Partenaires financiers

La DRAAF et l'ARS Occitanie octroient chaque année une enveloppe dédiée au déploiement de G2M. Outre le financement de la coordination régionale, il est prévu un **budget de 3000 €** par an par site de mise en œuvre du projet. Le budget est pris en charge à 50 % par les deux institutions.

L'enveloppe de 3000 € n'est pas suffisante pour couvrir tous les frais liés au déploiement du projet. Elle comprend le défraiement des intervenants pour les ateliers, l'achat de fournitures, une contribution aux frais de déplacement, et une somme dédiée frais de communication.

Le temps de coordination localement ou le paiement des trajets en bus ne sont pas inclus. Il est donc **nécessaire de trouver des financements complémentaires**. Les principaux co-financeurs sont les conseils départementaux, les PAT, les communautés de communes et les communes.

Aucun financement n'est demandé à charge des établissements scolaires.

Le coût total de la mise en place de G2M sur un site varie **entre 5 000 et 10 000 €**.

Lien avec des dispositifs et politiques territoriales

Lorsqu'il y a par exemple un Projet Alimentaire de Territoire (PAT), un Contrat Local de Santé (CLS), un Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR), les représentant-es sont associé-es au comité technique. Cela facilite la mise en œuvre du projet, notamment en permettant l'articulation avec les projets déjà menés localement, et avec les intervenants mobilisables. Cela peut soutenir la coordination du projet être un levier pour l'obtention d'un budget complémentaire.

Journée d'échanges de pratique

En 2019 a été organisée une journée d'échanges de pratiques qui a rassemblé tous les porteurs de projets des deux Académies, ainsi que les institutions membres du comité de pilotage régional. Cette journée a notamment permis aux financeurs de prendre conscience du temps important de coordination nécessaire au déploiement du projet, donc de la nécessité de le rémunérer.



Photo : www.gouter-le-monde.fr 4



Photo : www.gouter-le-monde.fr 5



Duplication d'un projet : éléments de définition

La duplication d'un projet dans un nouveau contexte peut se penser selon plusieurs méthodes en fonction du degré de répliquabilité souhaité. Il convient de distinguer¹ :

- **Applicabilité** : fait référence au processus, donc à la reproduction des conditions de mise en œuvre d'une action dans un nouveau contexte ;
- **Transférabilité** : fait référence aux résultats de l'action ; donc la reproduction concerne non seulement la mise en œuvre d'une intervention, mais aussi de ses résultats dans un nouveau contexte ;
- **Reproductibilité** : fait référence à la capacité de produire plusieurs fois le même processus et résultat lorsque la mesure est répétée dans le temps, dans des conditions identiques et sur les mêmes éléments.

Le guide *Définitions et enjeux autour de la transférabilité des interventions en promotion de la santé* précise ainsi que : « l'applicabilité d'une action devient une condition à sa transférabilité. Elle n'implique cependant pas nécessairement sa transférabilité : une action peut être mise en œuvre à l'identique mais obtenir des résultats différents dans un autre contexte. L'analyse de la transférabilité d'une action nécessite donc l'identification de ses fonctions clés ». Les fonctions clés sont liées aux modalités d'intervention et aux facteurs contextuels qui peuvent influencer le résultat.

Transférabilité du projet G2M

La **grille ASTAIRE**² est un outil spécifiquement développé pour anticiper et accompagner la transférabilité des interventions. Elle propose divers critères, dont voici quelques-uns pour lesquels le projet G2M correspond :

- Le niveau scolaire de la population cible est identique entre le projet initial et celui décliné
- L'environnement institutionnel influant directement sur l'intervention est favorable à la mise en place et au succès de l'intervention
- D'autres éléments du contexte de mise en œuvre du projet décliné sont favorables à la mise en place et au succès de l'intervention
- Les modalités d'intervention entre le projet initial et celui décliné sont semblables
- Les intervenants et le chef du projet décliné ont des capacités semblables à ceux du projet initial
- Les intervenants du projet décliné croient en l'utilité du projet
- Des adaptations du projet initial peuvent être réalisées dans le contexte du projet décliné sans le dénaturer
- Tous les éléments pour que le projet initial soit transféré sont mis à disposition
- Un processus de transfert de connaissances (formation, aide méthodologique)

¹ Ireps Auvergne-Rhône-Alpes. Définitions et enjeux autour de la transférabilité des interventions en promotion de la santé : quelques éléments de cadrage. Juin 2018.

² Linda Cambon, Laetitia Minary, Valéry Ridde, François Alla. ASTAIRE ©. 2013

Principaux enseignements - Freins 🗨️ et leviers 👍

Expérimentation du premier projet en 2013-2014

- 🗨️ La reproduction du projet tel que déployé à Marseillan n'est pas évidente sur tous les territoires, dans la mesure où le niveau d'implication des personnes était particulièrement important.
- 👍 Le succès de la première expérimentation a permis d'ancrer le modèle du projet et de convaincre les institutions partenaires de son intérêt. Il a suscité la demande de déploiement sur d'autres sites dans un souci d'équité territoriale.

Le changement de coordinatrice régionale

- 🗨️ Au moment de la passation en 2016, le projet n'était pas structuré, c'est-à-dire que son cadre, ses objectifs et stratégies n'avaient pas été élaborés de façon détaillée dans un document méthodologique. De plus, la coordinatrice régionale n'avait pas les compétences en méthodologie de projet qu'elle maîtrise aujourd'hui.
- Le prochain changement de coordinatrice devra se faire dans les années qui viennent et doit être anticipé. La fonction nécessite d'avoir une fine connaissance des rouages de la mise en œuvre localement et des enjeux politiques, partenariaux et de mobilisation de compétences.
- 👍 A l'avenir, deux personnes pourraient être mobilisées sur la coordination régionale.

Le déploiement sur les départements de l'ex région Languedoc-Roussillon

- 👍 Il y avait une volonté forte des établissements scolaires pour mettre en place le projet. L'infirmière conseillère technique était très impliquée dans le déploiement.
- Il existe des liens très étroits (une interconnaissance, une dynamique), notamment niveau de l'Hérault, entre les associations et l'Education Nationale, qui ont facilité le déploiement.
- Cela a induit la création d'un site web dédié au projet qui fournit tous les éléments nécessaires à la méthodologie de mise en place du projet.

Le déploiement sur la partie Ouest de la région Occitanie

- 🗨️ Le réseau associatif est moins structuré qu'en Occitanie-est.
- Le turn-over récent des interlocuteurs de l'ARS et la DRAAF.
- 👍 L'ARS et la DRAAF ont été très facilitateurs pour le déploiement sur l'Académie de Toulouse. La coordinatrice régionale effectue un travail de réseau continu pour présenter le projet et montrer son intérêt. L'interconnaissance avec les associations favorise la mobilisation des compétences soutenant à la mise en œuvre du projet à différents niveaux.
- Un travail de concert avec l'Infirmier conseiller technique du Rectorat de l'Académie de Toulouse a permis la mobilisation de tous les infirmiers conseillers techniques des DSDEN pour faciliter le déploiement du projet.
- La fusion des régions a coïncidé avec la formation de comités de pilotages : un régional, des départementaux, et des comités techniques localement.

La pandémie de Covid 19



En 2020 et 2021, la mise en œuvre a été ralentie voire totalement interrompue dans certains départements. Des inspecteurs d'Académie ont demandé la suspension des activités en classe. Cela a été une épreuve supplémentaire dans le déploiement en Occitanie-Est qui était déjà compliqué.



Les financeurs ont soutenu le projet. Cette période a permis aux membres du Comité de pilotage régional de s'interroger sur l'avenir du projet, en particulier sur les freins et leviers à son déploiement. Cela a abouti à la création d'un guide méthodologique, à affiner les indicateurs d'évaluation du projet et à créer les supports d'évaluation.

L'adaptabilité aux spécificités territoriales



La mise en place du projet dépend fortement du niveau d'implication des différents opérateurs localement. Certains territoires n'ont pas les opérateurs compétents pour répondre à tous les objectifs du projet.



De nombreux territoires ont déjà des projets en lien avec l'alimentation, dans lesquels G2M peut s'intégrer.

Lorsque les compétences en coordination ou en animation n'existent pas localement, MIAMUSE propose une formation et un accompagnement personnalisé.

Les financements



L'enveloppe initiale de 3000 € allouée par la DRAAF et l'ARS n'est pas suffisante pour couvrir tous les frais liés à la mise en œuvre du projet.



MIAMUSE accompagne les porteurs locaux dans la recherche et la demande de financements complémentaires. Les collectivités locales se mobilisent pour financer le projet. Sur certains sites, le budget permet de déployer de nombreuses activités supplémentaires aux ateliers de base.

L'évaluation du projet



Le remplissage du questionnaire d'évaluation par les élèves dépend du bon vouloir des établissements scolaires et des conditions matérielles nécessaires au remplissage. Il n'existe pas d'évaluation d'impact auprès des familles.



Des outils d'évaluation et une méthodologie d'évaluation est mise à disposition des sites de mise en œuvre du projet. Le choix des indicateurs d'évaluation est basé sur le guide Evalin. Une évaluation de l'activité et du processus est réalisée systématiquement.

Les partenaires institutionnels reconnaissent l'intérêt du projet et assurent leur confiance à l'association MIAMUSE pour la coordination.

Le temps de coordination



Le temps de coordination pour la mise en œuvre locale est important et non couvert par l'enveloppe budgétaire initiale. Le temps de coordination régionale est sous-estimé. Le site web et les guides méthodologiques nécessitent une actualisation, donc du temps dédié.



Au sein de l'association MIAMUSE, plusieurs diététiciennes-nutritionnistes sont impliquées pour soutenir la coordination régionale comme la mise en œuvre locale.

Conclusion

Cette fiche de capitalisation avait pour ambition de **repérer les éléments qui ont permis le maintien d'une méthodologie de départ** lors d'un **déploiement régional**, depuis près de 10 ans, tout en s'adaptant aux spécificités locales. Il s'agissait d'interroger la possibilité de **prise en compte des spécificités locales** dans l'adaptation d'un **projet clé en main**, tout en respectant la méthodologie et les objectifs à l'origine du projet, et ce dans un souci d'**homogénéité régionale**.

Les trois principaux éléments qui sont un frein dans le déploiement du projet sont :

- **La variabilité du niveau d'implication des personnes** sur chaque site : plus les personnes sont convaincues et impliquées, plus la réussite de la mise en œuvre du projet est assurée,
- **L'enveloppe financière** de base assurée par les 3 institutions régionales n'est pas suffisante pour le déploiement complet du projet sur un site : des financements complémentaires sont nécessaires,
- **Le temps de coordination du projet**, que ce soit au niveau régional ou local pour la déclinaison sur un site, est particulièrement chronophage.

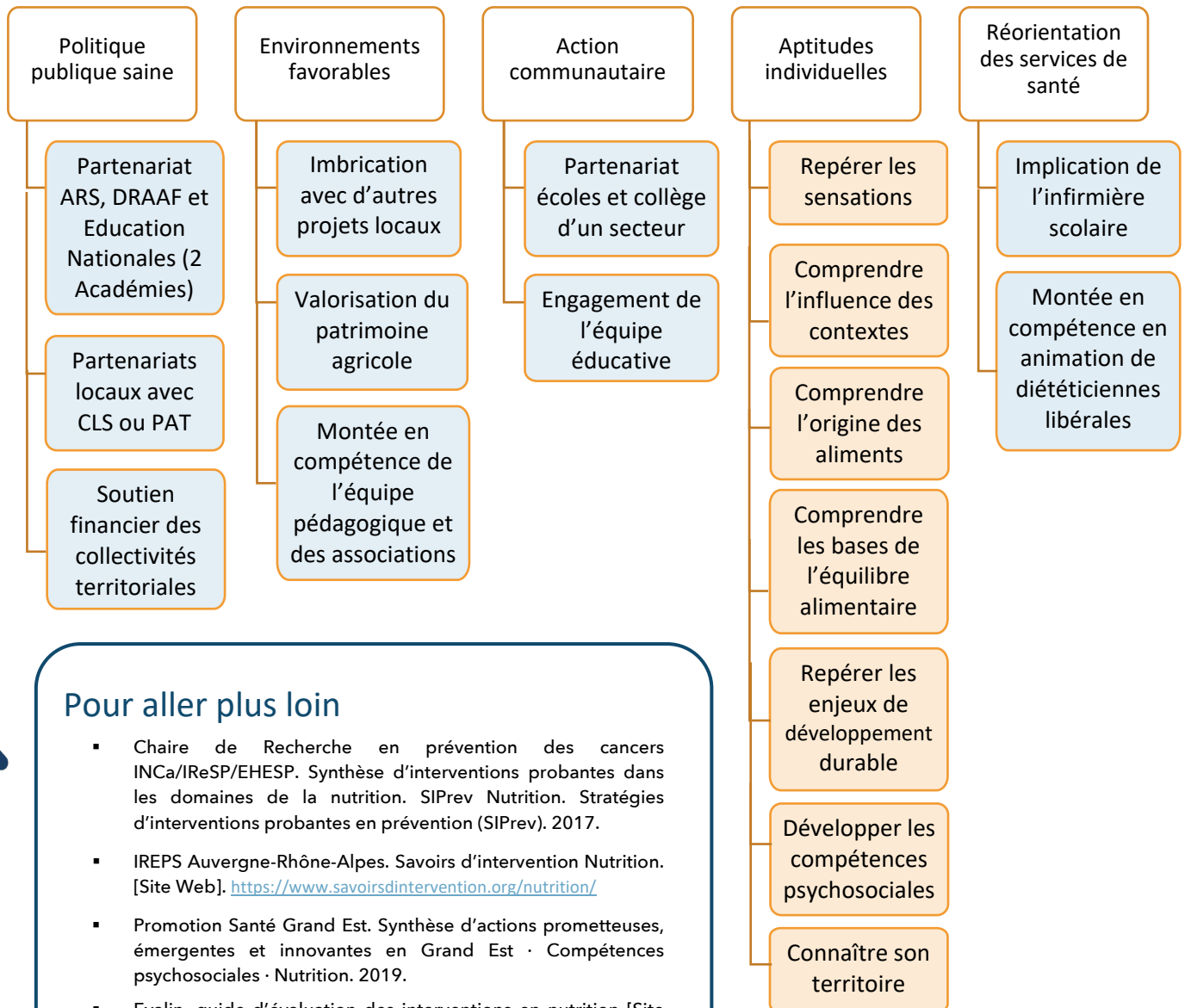
Les éléments identifiés comme favorables à la duplicabilité de G2M sont :

- **Le cadre d'intervention et la population ciblée sont systématiquement les mêmes**, c'est-à-dire les élèves de cycle 3 pendant les heures de cours. Cependant, le programme peut aussi s'adapter à d'autres niveaux scolaires : il a été expérimenté auprès d'élèves de CP et de maternelle.
- Le projet bénéficie **du soutien et de la reconnaissance de trois institutions** : l'ARS, la DRAAF et l'Education Nationale (Académie de Montpellier et de Toulouse)
- Une **enveloppe financière de base** est allouée pour le déploiement d'au moins un projet par département et par an
- Certaines **modalités d'intervention sont garanties *a minima*** pour l'implantation sur un site, à savoir les 3 séances (dont 1 sortie) et la restitution collective
- **Des adaptations du projet peuvent être réalisées dans le contexte local**, sans dénaturer le concept initial : il peut s'agir de proposer de séances supplémentaires, de s'articuler avec un projet déjà existant de l'établissement ou de la structure coordinatrice, ou d'adapter le contenu des interventions en fonction des spécificités locales (notamment sur la production alimentaire)
- **L'intégration possible dans des dynamiques locales existantes** type CLS, PAT
- L'existence d'une **méthodologie de projet**, qui se décline par la **mise à disposition de documents techniques** d'appui à la mise en œuvre
- Les **compétences existantes en gestion de projets et en animation** des associations qui assurent la mise en œuvre au niveau local
- La **possibilité de formation** pour les intervenants locaux et le tutorat possible via **l'accompagnement sur site** au démarrage
- La **fonction de coordination régionale** qui est assurée par une **même personne depuis 8 ans**, et l'implication de cette personne à tous les niveaux du projet (gestion méthodologique, organisation et animation de réunions institutionnelles et partenariales, animation des séances auprès des élèves, formation).

Modalités d'action

Ce schéma décrit les actions développées dans le cadre de ce programme afin de mettre en exergue leurs contributions aux cinq axes de la promotion de la santé définis par [la charte d'Ottawa](#).

Légende des publics concernés par chacune des actions : **Elèves de cycle 3 (en orange)** et **professionnels impliqués dans la mise en œuvre (en bleu)**.



Pour aller plus loin

- Chaire de Recherche en prévention des cancers INCa/IRESP/EHESP. Synthèse d'interventions probantes dans les domaines de la nutrition. SIPrev Nutrition. Stratégies d'interventions probantes en prévention (SIPrev). 2017.
- IREPS Auvergne-Rhône-Alpes. Savoirs d'intervention Nutrition. [Site Web]. <https://www.savoirsdintervention.org/nutrition/>
- Promotion Santé Grand Est. Synthèse d'actions prometteuses, émergentes et innovantes en Grand Est · Compétences psychosociales · Nutrition. 2019.
- Evalin, guide d'évaluation des interventions en nutrition [Site Web]. 2012. <https://www.evaluation-nutrition.fr/>
- Corbeau Jean-Pierre. Pour une approche plurielle de notre alimentation. Sciences des aliments. 2007 ; 27, 371-379.
- Hébert Christophe (Ville d'Harfleur), Équipe Promotion Santé Normandie. Une école intercommunale du goût et de l'alimentation : de la fourche à l'assiette - Ville d'Harfleur. Portail CAPS - Capitalisation des expériences en promotion de la santé, 2021, 8 pages.
- Linda Cambon, Laetitia Minary, Valery Ridde, François Alla. ASTAIRE ©. 2013
- IREPS Auvergne-Rhône-Alpes. Définitions et enjeux autour de la transférabilité des interventions en promotion de la santé : quelques éléments de cadrage. Juin 2018.

La réalisation de cette fiche s'est appuyée sur la méthode de capitalisation des expériences en promotion de la santé définie dans le cadre de la **démarche CAPS**.

La démarche CAPS de **Capitalisation des expériences en promotion de la santé**, menée depuis 2017 par un Groupe de travail national Capitalisation coordonné par la Fnes et la SFSP, s'inscrit dans l'initiative nationale InSPIRe- ID, dont l'objectif est d'élaborer un dispositif national de partage de connaissances en santé publique.

L'objectif de la démarche CAPS est de repérer des projets riches en enseignements et d'organiser leur capitalisation, d'appuyer les accompagnateurs et les porteurs d'action impliqués et d'alimenter le [portail CAPS](#) qui accueille les connaissances issues de l'expérience.

Afin de diffuser la démarche de capitalisation, le Groupe de travail national Capitalisation a élaboré un guide conceptuel et un cahier pratique et développé, en lien avec l'EHESP, une offre de formation à destination des accompagnateurs de capitalisation. L'ensemble de ces éléments se retrouvent sur le portail CAPS.

Le déploiement de la capitalisation des expériences en promotion de la santé est mené avec le soutien de la Direction générale de la santé et de Santé publique France.